

**Arrêté préfectoral
n° BE-2022-10-04 du 20 OCT. 2022
relatif à l'enregistrement d'une plateforme logistique
destinée au stockage et à la distribution de produits finis pharmaceutiques
sise rue Paul Verlaine – lieu-dit « Bigotas-Est » – 24700 MONTPON-MÉNESTÉROL
par la société CEVA SANTÉ ANIMALE
au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le Préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

VU la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4510, 4741 ou 4745 » de la nomenclature ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) Nouvelle-Aquitaine adopté le 21 octobre 2019 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2022-2027 adopté le 10 mars 2022 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de MONTPON-MÉNESTÉROL ;

VU l'absence de réponse de la maire de MONTPON-MÉNESTÉROL à la saisine du 14 octobre 2021 sur la proposition d'usage futur du site ;

VU la demande présentée en date du 21 janvier 2022 par la société CEVA SANTÉ ANIMALE, SIREN 301 763 405, dont le siège social est situé 10 avenue de la ballastière - 33500 LIBOURNE, concernant un projet de plateforme logistique soumise à enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE sur le territoire de la commune de MONTPON-MÉNESTÉROL ;

VU les compléments apportés par le demandeur en date du 19 mai 2022 et le dossier complet mis à jour déposé le 2 juin 2022 ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

VU l'arrêté préfectoral BE-2022-06-02 du 23 juin 2022, fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

VU l'absence d'observations lors de la consultation du public entre le 23 août et le 19 septembre 2022 ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de MONTPON-MÉNESTÉROL du 20 septembre 2022 ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de SAINT-MARTIAL-D'ARTENSET du 20 septembre 2022 ;

VU le courriel du 21 septembre 2022, transmettant à l'exploitant un projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU le rapport du 22 septembre 2022 de l'inspection des installations classées ;

VU la réponse de la société CEVA SANTÉ ANIMALE, par courriel en date du 26 septembre 2022, émettant des observations sur le projet d'arrêté et apportant des compléments sur les prescriptions ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 4 octobre 2022 au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU les observations de l'exploitant en date du 13 octobre 2022 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage non sensible de type industriel compatible avec le plan local d'urbanisme (zone UX du PLU) ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, faunistique et floristique ;

CONSIDÉRANT l'absence d'effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés dans cette zone ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques du projet, et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances, ne sont pas susceptibles de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT la demande d'aménagement des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n^{os} 4510, 4741 ou 4745 » jointe au dossier de demande d'enregistrement ;

CONSIDÉRANT les justifications apportées par le pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de fixer des prescriptions visant à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la procédure d'instruction et d'information a été suivie conformément aux dispositions prévues par le code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la société anonyme à conseil d'administration CEVA SANTÉ ANIMALE, représentée par M. Marc PRIKAZSKY, dont le siège social est situé 10 avenue de la Ballastière à LIBOURNE, faisant l'objet de la demande susvisée du 21 janvier 2022, complétée les 19 mai et 2 juin 2022, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de MONTPON-MÉNESTÉROL - Lieu-dit « Bigotas Est » - rue Paul Verlaine, sur les parcelles cadastrales 0003 et 0016, section ZD. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'installation est soumise au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique suivante :

| Rubrique | Libellé de la rubrique (Nature activité) | Régime du projet | Volume d'activité |
|-----------------|--|-------------------------|--|
| 1510-2-b | Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ | E | Le volume de l'entrepôt de stockage représente un volume de 145 314 m ³ |

L'installation est soumise au régime de la déclaration au titre des rubriques :

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Régime du projet | Volume d'activité |
|-----------------|--|-------------------------|---|
| 1185-2-a | Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés [...] 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg [...] | DC | 9 groupes froids avec capacité unitaire de 40 kg de R410a, soit une capacité totale de 360 kg |
| 2925-1 | Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW | D | 60 kW |
| 4510-2 | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t | DC | 46 tonnes |

Régime du projet : **E** : Enregistrement - **D** : Déclaration - **DC** : Déclaration avec Contrôle périodique

Volume d'activité : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieux-dits suivants :

| Commune | Parcelles | Lieu-dit |
|--------------------|---|-------------|
| MONTPON-MÉNESTÉROL | parcelles cadastrées n°0003 et 0016, section ZD | Bigotas Est |

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 21 janvier 2022, complété en dernier ressort le 2 juin 2022.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement pour la rubrique 1510 de la nomenclature ICPE.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage non sensible de type industriel (zone UX du PLU).

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques numéros **4510**, 4741 ou 4745 », à l'exception des alinéas 3 et 5 de l'article 2.4 de l'annexe I ;

- l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ;
- l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185.
- l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

ARTICLE 1.5.2. PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Le dossier de demande d'enregistrement, dans sa version complétée, contient une demande d'aménagement des prescriptions des alinéas 3 et 5 de l'article 2.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 sus-mentionné (Cf. annexe 1) pour la cellule 2B. Cette dérogation concerne les obligations :

1. de mise en place d'une couverture incombustible ;
2. d'utilisation de porte donnant vers l'extérieur ayant pour caractéristique d'être pare-flamme de degré une heure.

L'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre les mesures compensatoires suivantes pour la cellule 2B :

- installation de portes donnant sur l'extérieur pare-flamme de degré une heure ;
- mise en place d'un dispositif de flocage en sous-toiture, permettant d'atteindre un degré de résistance au feu REI 120.

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 2.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (article L. 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Bordeaux :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr »

ARTICLE 2.3. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée aux mairies de MONTPON-MÉNESTÉROL et SAINT-MARTIAL-D'ARTENSET et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de MONTPON-MÉNESTÉROL et SAINT-MARTIAL-D'ARTENSET pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Dordogne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 2.4. NOTIFICATION ET EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine et les maires des communes de MONTPON-MÉNESTÉROL et SAINT-MARTIAL-D'ARTENSET, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'à la société CEVA SANTE ANIMALE.

Périgueux, le 20 OCT. 2022

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

